

Coronavirus

«Nous devons sauver les crèches»

Une opération de sauvetage commence à Berne sur l'aide aux structures d'accueil impactées par le confinement

Gabriel Sassoon

Le coronavirus obligera-t-il des crèches à fermer définitivement leurs portes? La crainte est vive dans le secteur alors que nombre de structures sont frappées, elles aussi, par la lutte contre la pandémie. Beaucoup d'entre elles pourraient ne pas survivre à cette crise, s'alarme notamment l'Union syndicale suisse (USS).

Le 16 mars, la Confédération a exigé la fermeture des écoles, mais pas des garderies. Elle jugeait ces dernières essentielles. Le Conseil

fédéral a décidé de les laisser ouvertes pour les parents sans autre solution de garde. Cette position a donné lieu à presque autant de mises en œuvre que de Cantons. Certains ont décidé de fermer les institutions d'accueil, avant tout en Suisse romande. D'autres les ont maintenues ouvertes, majoritairement en Suisse alémanique. «Entre ces deux options, il y a toute une série de variations», se désole Frédéric Baudin Maissen, président du réseau de crèches Pop e Poppa, qui offre plus de 2000 places dans tout le pays.

Perte financière massive

Un point commun se dégage entre les régions: les structures restées opérationnelles sont désertées, avec pour conséquence une perte massive de recettes. Pour compenser le manque à gagner, certaines crèches continuent de percevoir tout ou partie des frais de garde auprès des parents qui ne bénéficient plus de cette prestation. La



Mathias Reynard, conseiller national (PS/VS). KEYSTONE

situation est probablement pire outre-Sarine, qui dépend davantage du privé, qu'en Suisse romande, où une grande partie des garderies bénéficient d'une garantie de déficit en tant qu'entreprises de droit public, analyse l'USS.

Le réseau Pop et Poppa ne peut pas compter sur ce soutien pour ses crèches privées. «Sur Vaud et

Genève, nous avons donc continué à demander 35% des frais. Ça ne passe pas toujours bien, mais nous devons couvrir nos charges fixes. À Berne, le Canton nous a même dit de continuer à percevoir 100% de l'écolage auprès des parents qui retiraient leurs enfants.» Cette pratique s'applique même aux structures parapubliques, ce qui fait hurler les parents. «Nous sommes doublement perdants, se désole un père. Nous devons assurer notre emploi en télétravail tout en gardant notre enfant et en payant près de 2000 francs que nous ne sommes pas sûrs de récupérer.» Kibesuisse, la Fédération suisse pour l'accueil de jour, et le Syndicat des services publics (SSP) ont lancé une pétition demandant, notamment, la suspension rétroactive des cotisations parentales.

En Suisse romande, les crèches subventionnées se font également du souci. Sur Vaud, qui n'a laissé ouvert qu'un accueil d'urgence,

neuf dixièmes des structures publiques ont fermé. «Celles-ci ont perdu toutes leurs recettes, aucune contribution n'a été demandée aux parents», rapporte Sylvie Lacoste, secrétaire générale de la Fondation pour l'accueil de jour des enfants (FAJE). Comment ces sommes seront-elles compensées? «C'est la grande question. Le danger pèse nettement moins sur les structures subventionnées, mais les Communes ne pourront assumer seules le déficit. Elles sont impatientes de savoir si la Confédération et/ou le Canton leur viendront en aide.»

Le déconfinement progressif ne signera pas la fin des problèmes financiers, alors que se dessine un fonctionnement en plus petits groupes entraînant des coûts plus élevés, souligne l'USS. «De nombreux Cantons n'ont toujours pas reconnu la nécessité d'agir. Et la Confédération n'apporte aucune réponse quant aux problèmes de financement. C'est inacceptable,

car ces structures sont nécessaires pour relever les défis à venir et permettre aux parents de reprendre leur travail», déplore Regula Bühlmann, secrétaire centrale de l'USS. La fédération syndicale demande à la Confédération de mettre en place une solution uniforme entre les Cantons pour garantir une égalité de traitement.

Aide à 100 millions

«Nous devons sauver les crèches qui ne tournent plus ou tournent au ralenti. Les parents ne devraient pas avoir à payer dans le vide», lance le conseiller national Mathias Reynard (PS/VS), président de la Commission de la science, de l'éducation et de la culture (CSEC) du National. Mercredi dernier, ses membres ont voté en faveur d'un crédit de 100 millions. Leurs homologues des États préfèrent, eux, que les Cantons soient indemnisés en partie par la Confédération. Le plénum tranchera en mai.

PUBLICITÉ

swisscom

Garder le contact avec ses proches. Différemment. Mais toujours avec autant d'amour.

Voilà pourquoi nous connectons la Suisse.

Prêts, tous ensemble.
swisscom.ch/prets-ensemble

Le manque de masques fâche les pharmaciens

Les officines n'arrivent pas à satisfaire la demande en moyens de protection

En pleine crise épidémique, la fourniture de masques de protection est «une catastrophe» dans notre pays, a affirmé lundi Fabian Vaucher, président de PharmaSuisse. De nombreuses pharmacies et drogueries ne disposent même pas de matériel pour leur propre usage. Ni le personnel ni les clients à risques ne peuvent donc être protégés de manière adéquate.

«Depuis des semaines, on nous renvoie avec nos demandes de A à B et inversement, déplore Fabian Vaucher. Nous exigeons aujourd'hui que les besoins des pharmacies et des drogueries soient assurés par la Confédération. Et une stratégie claire sur la façon dont les personnes vulnérables devraient se procurer des masques.»

La demande en masques est là, souligne PharmaSuisse, même si la Confédération n'a pas encore recommandé leur port pour la population en bonne santé. Si les directives du Conseil fédéral devaient changer, la demande monterait certainement en flèche. En conséquence, les pharmacies et les drogueries doivent être approvisionnées en masques très rapidement, insiste Fabian Vaucher.

La population semble être acquise à cette cause. Selon un sondage Tamedia effectué la semaine

dernière, une majorité de Suisses estiment que l'assouplissement des mesures visant à contenir le Covid-19 devrait s'accompagner du port généralisé du masque dans l'espace public. La moyenne nationale (six sondés sur dix) grimpe à 68% en Suisse romande et à 77% au Tessin. Et la perspective d'une telle obligation obtient une majorité auprès des sympathisants de tous les partis.

Pour l'heure, il n'en est toujours pas question à Berne. Lors d'un point presse, lundi, Patrick Mathys, de l'Office fédéral de la santé publique (OFSP), s'est contenté de dire que la Confédération pourrait aider entreprises et industries à s'en procurer si elles en ont besoin pour redémarrer leur activité.

La Confédération et les Cantons disposaient au 16 avril d'environ 23 millions de masques, dont 21 millions de masques d'hygiène, indique l'OFSP. Depuis le mi-mars, la pharmacie de l'armée a pour mission de se procurer le matériel médical rare destiné aux professionnels de la santé.

Le Conseil fédéral veut acheter du matériel sanitaire pour 2,45 milliards de francs. Plus de 61,8 millions de masques d'hygiène sont prévus pour le personnel soignant et autant de masques FFP pour les infirmiers. Par ailleurs, 330 millions de masques d'hygiène pour la population ainsi que 99 millions de masques pour les personnes qui travaillent doivent être acquis. **ATS/P.M.**

Mobilité

Sortie de crise en vue pour les transports publics

Les transports publics étofferont à nouveau progressivement leur offre dans les semaines à venir. Les premiers changements interviendront dès le 27 avril, a écrit lundi l'Office fédéral des transports (OFT). Les CFF et CarPostal développent un concept de protection pour les passagers et le personnel. La première étape, le 27 avril, se fera au niveau des transports régionaux. Elle sera suivie d'un aménagement de l'offre plus important le 11 mai, lorsque rouvriront les écoles obligatoires et les commerces. **ATS**

Le chiffre

35%

C'est le recul du chiffre d'affaires que devrait subir cette année la branche touristique en raison de la crise sanitaire. Selon le Secrétariat d'État à l'économie (SECO), la Confédération examine diverses options visant à renforcer le tourisme – notamment domestique. La situation ne devrait toutefois pas s'améliorer avant 2021, selon le SECO. Au niveau mondial, une détente complète n'est pas attendue avant 2022. **ATS/P.M.**